

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'AMIENS

CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ ET PLAN DE PRÉVENTION DES TRAVAUX COURANTS

RELATIVES AUX :

Interventions des prestataires de services sur les différents sites du CHU d'Amiens

PLAN DE PRÉVENTION TRAVAUX COURANTS

SOMMAIRE

CONSIGNES PERMANENTES APPLICABLES À TOUS LES TRAVAUX COURANTS

CONSIGNES COMMUNES À TOUS LES LOTS

- ❖ Accès à l'établissement
- ❖ Circulation des véhicules
- ❖ Comportement des personnels et discipline
- ❖ Installation de chantier
- ❖ Les protections individuelles
- ❖ Les autorisations
- ❖ Matériel et produits
- ❖ Nettoyage et fin de chantier
- ❖ Protection incendie
- ❖ Organisation des secours

CONSIGNES SPÉCIFIQUES À CHAQUE LOT

1. **LOT 29** Gros œuvre – Maçonnerie – Plâtrerie – Carrelage – Faïence
2. **LOT 30** Plafond suspendus - Faux plafonds
3. **LOT 31** Couverture – Etanchéité
4. **LOT 32** Plomberie - Génie climatique
5. **LOT 33** Menuiseries - Plâtrerie - Doublages
6. **LOT 34** Menuiserie aluminium
7. **LOT 35** Peinture - Revêtements muraux - Sols souple
8. **LOT 36** Métallerie
9. **LOT 37** Electricité – CFO, CFA, SSI
10. **LOT 38** Stores – Fermetures
11. **LOT 39** Voieries et réseaux divers

PLAN DE PREVENTION SPECIFIQUE A L'OPERATION PREVUE

1. Organisation du commandement
2. Sous-traitance de l'entreprise extérieure
3. Planification des travaux
4. Phases d'activités dangereuses et moyens de prévention correspondants
5. Matériels, installations et dispositifs mis en œuvre par l'entreprise extérieure
6. Consignes spécifiques à l'opération en plus ou en précision des consignes permanentes
7. Organisation des secours
8. Locaux et installations à l'usage des salariés de l'entreprise extérieure
9. Inspection préalable commune
10. Divers
11. Remise à jour du plan de prévention

CONSIGNES GÉNÉRALES

La concertation entre partenaires permet d'harmoniser les rapports et d'améliorer les conditions dans lesquelles le travail est exécuté. Il est donc primordial que le travail s'effectue en sécurité dans l'intérêt commun des malades, du personnel du Centre Hospitalier et des entreprises extérieures.

ACCES A L'ETABLISSEMENT

Le personnel des entreprises extérieures ne peut pénétrer dans l'établissement que s'il est muni d'une autorisation de circuler, délivrée par l'établissement pour un temps et un travail définis. Il pourra également être accompagné par un représentant qualifié de l'établissement. Ce personnel est tenu de présenter cette autorisation à toute réquisition, de la restituer à la fin des opérations, de déclarer immédiatement sa perte au service de sécurité.

COMPOTEMENT DES PERSONNELS

Les rapports entre les personnels du Centre Hospitalier Universitaire et les entreprises extérieures doivent faire l'objet d'une attention particulière (langage, échange de moyens, etc...).

En ce qui concerne le personnel des entreprises extérieures, seules les personnes dont la présence est nécessaire sont autorisées à pénétrer dans l'établissement.

Elles devront notamment :

Se rendre au travail par les voies directes ou en suivant les itinéraires indiqués.

CIRCULATION DES VEHICULES

Les véhicules pénétrant dans l'établissement devront notamment :

- Etre en parfait état, conformes aux dispositions légales et réglementaires et, par conséquent, munis d'une autorisation de circuler,
- Etre en possession d'une autorisation d'accès à l'établissement,
- Suivre les itinéraires prescrits,
- Respecter les règles de circulation de l'établissement (code de la route), et les règles particulières comme par exemple : la vitesse limitée, l'arrêt à toute injonction, les priorités signalées ou spécifiées, le stationnement aux endroits indiqués, etc...

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le chantier doit être délimité par une signalisation ou un balisage suivant les indications données par le responsable de l'opération. L'entreprise extérieure se doit d'assurer l'ordre et la propreté qui la concernent.

Les installations de l'établissement ne pourront être utilisées qu'avec l'autorisation du responsable de l'opération, et si tel est le cas, elles doivent conservées en parfait état.

Travaux en hauteur (au-dessus de 3 m)

Toutes opérations aériennes exécutées dans l'enceinte de l'établissement devront être signalées, balisées et protégées.

Les échafaudages devront être conformes aux normes de sécurité des corps de métiers tant pour la station et l'assise que pour l'arrimage et la protection.

ORGANISATION DES OPERATIONS

Ordre de Service

Tout intervention ne peut commencer qu'avec l'autorisation du responsable de l'opération qui décide s'il y a lieu d'accorder une autorisation verbale ou de délivrer un permis de travail. Il convient cependant de préciser que l'autorisation verbale peut être contestée, alors qu'un écrit se matérialisant par un plan de prévention est une précaution élémentaire de prudence.

Certaines opérations nécessitent des permis particuliers tels que permis de feu, permis de pénétrer, avis de consignation, habilitation, etc...

Exemple : Tout travail nécessitant l'utilisation de feu doit faire l'objet d'un permis de feu. Il peut en être de même pour un outil susceptible de causer des étincelles dans les zones dangereuses définies par l'entreprise utilisatrice.

Délimitation des zones

Les conditions de travail ou de séjour peuvent être strictement réglementées dans certaines zones de l'établissement.

La présence du personnel des entreprises extérieures ne doit être admise que dans les zones fixées par le responsable de l'opération pour l'installation des chantiers, ateliers, dépôts, parcs et bureaux...

MATERIELS ET PRODUITS

Il appartient à l'entreprise extérieure de fournir à son personnel le matériel et l'outillage nécessaires à l'exécution des opérations à réaliser ainsi que les équipements de sécurité individuels et collectifs dont le personnel pourrait avoir besoin.

Il est interdit, sans autorisation du service responsable d'utiliser le matériel ou l'outillage de l'établissement, de se brancher sur les réseaux de fluides.

Si du matériel ou de l'outillage est exceptionnellement mis à disposition de l'entreprise extérieure, le responsable de l'opération devra d'abord s'assurer de son bon état, de sa conformité avec les règlements, et faire signer une décharge. Le chef de l'entreprise extérieure devra, à son tour, vérifier l'état de ce matériel avant de l'utiliser et contrôler sa compatibilité avec le matériel ou les produits qu'il met en œuvre. Ce matériel devra être utilisé et entretenu dans les règles de l'art par du personnel reconnu compétent.

Matériels électriques

Il est interdit :

☞ De se raccorder sans autorisation du responsable de l'opération à l'installation électrique de l'établissement, de la modifier ou de la réparer,

☞ D'introduire du matériel électrique non conforme à la réglementation en vigueur (sans mise à la terre de la masse ou double isolement). Les câbles et prises électriques auront été vérifiées au préalable,

☞ D'utiliser des lignes volantes d'une manière non conforme aux règles de l'art et à la sécurité,

☞ D'employer en atmosphère explosive un éclairage portatif non approprié,

☞ De laisser sans autorisation spéciale des installations sous tension en dehors des heures de travail,

☞ D'ouvrir les armoires ou les coffrets et de pénétrer sans autorisation dans les locaux dont l'accès est réservé aux électriciens du Centre Hospitalier Universitaire et notamment dans les cabines haute, moyenne et basse tension.

Bouteilles d'oxygène, d'acétylène, de gaz liquéfié ou comprimé

Ces bouteilles doivent :

- Etre tenues toujours propres, loin des matières organiques, des détritux (bois, chiffons, ...) et d'une source de chaleur,
- Etre solidement fixées pour éviter leur chute,
- Etre utilisées avec des équipements en parfait état de fonctionnement, notamment des détendeurs adaptés au fluide et des raccords convenables,
- Etre fermées en dehors des périodes d'utilisation, etc...

Le personnel chargé de mettre en œuvre ces bouteilles, doit être muni de moyens de protection individuelle adéquats et disposer d'une clé permettant leur fermeture rapide.

Les bouteilles de gaz doivent être transportées avec les robinets fermés et le chapeau de protection vissé.

Elles ne doivent jamais être introduites dans les réservoirs et autres lieux confinés, et en particulier dans les caves.

Dans le cas de transport par engin de levage ou de manutention, l'emploi d'un cadre ou d'un casier approprié est obligatoire.

Toute bouteille qui présente une fuite doit être immédiatement retirée du chantier et remplacée par une bouteille satisfaisant aux conditions de sécurité en vigueur.

Matériel de levage et manutention

Tous les matériels de manutention, transpalettes, chariots automoteurs amenés sur le chantier, devront être en bon état de fonctionnement et conformes aux normes en vigueur.

L'entreprise extérieure doit pouvoir présenter à la demande, les certificats de contrôles réglementaires.

Les conducteurs d'engins soumis à autorisation devront être porteurs de celle-ci.

Matériels dangereux

Chaque fois qu'il est envisagé d'utiliser des matériels dangereux, il conviendra de s'assurer qu'ils sont conformes aux dispositions réglementaires.

Produits et substances dangereuses

Chaque fois que des produits ou substances dangereuses devront être utilisés par l'entreprise extérieure, le service de sécurité doit en être avisé. Il conviendra d'étudier au préalable les risques qu'ils présentent, éventuellement ceux d'incompatibilité.

Il sera interdit de stocker sur le chantier des produits et substances dangereuses en quantités supérieures à celles correspondant à un temps de travail aussi réduit que possible.

En tout état de cause, les quantités de produits stockés dans les locaux ne devront pas dépasser les quantités prévues par la réglementation des installations classées.

NETTOYAGE ET FIN DE CHANTIER

Il est interdit :

☞ De procéder au nettoyage des sols par épandage de produits non autorisés dans l'établissement,

☞ De donner à utiliser des produits, des solvants ou autre liquides inflammables dont l'identification n'est pas faite par l'étiquette conforme à la réglementation,

☞ De se laver les mains avec les produits autres que ceux mis à disposition dans les lavabos,

☞ De laisser traîner papiers, chiffons gras, détritux divers ; ceux-ci doivent être collectés dans des poubelles munies de couvercles,

☞ De laisser traîner tous objets, outillage, produits ou substances dangereuses, ceux-ci doivent être soigneusement rangés avant d'être évacués.

Chaque jour et plus précisément à la fin du chantier, les lieux, leur accès et leurs abords doivent être laissés parfaitement propres et débarrassés de tous les matériaux inutiles et déchets.

Les chefs de l'entreprise extérieure et de l'établissement devront s'en assurer.

CONDUITE À TENIR EN CAS D'ACCIDENT, D'INCIDENT ET D'INCENDIE

Secourir, puis appeler les secours dont les numéros d'appel d'urgence vous seront communiqués.

Dans tous les cas : " Lorsque les travaux sont effectués de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité du Centre Hospitalier Universitaire est réduite ou interrompue, le chef de l'entreprise extérieure doit prendre les dispositions nécessaires pour qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point 0 il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident " et prévenir le service de sécurité.

Incendie

Si, au cours des opérations des émanations de gaz, ou des arrivées de produits ou matières suspectes ou dangereuses sont constatées, les travaux doivent être immédiatement suspendus, les moteurs, les postes de soudure, les chalumeaux, etc... arrêtés. Le responsable de l'opération et le service de sécurité doivent être prévenus sans délai.

Le personnel de l'entreprise extérieure doit :

- Disposer de moyens de lutte contre l'incendie et en connaître le maniement,

- Maintenir sur le chantier le livre d'accès aux extincteurs et robinets d'incendie armés qui s'y trouvent,
- Eviter l'encombrement des itinéraires d'évacuation et des issues de secours,
- Participer à la demande du service d'intervention, à la lutte contre le feu,
- Avoir été informé par les consignes générales de sécurité des modalités d'évacuation (signaux sonores...) de son lieu de travail et, le cas échéant, respecter l'ordre d'évacuation.

RÈGLES DE COMPORTEMENT

Le personnel des entreprises est tenu de se conformer aux consignes et prescriptions suivantes :

Il est interdit de :

- Se livrer à toutes opérations commerciales, introduire toute marchandise destinée à être vendue dans l'établissement,
- Quitter son poste de travail sans motif valable ; circuler ou stationner sans nécessité hors de son lieu de travail,
- Rester ou pénétrer sans autorisation dans les ateliers, bureaux ou locaux en dehors des heures fixées,
- Faire pénétrer des personnes étrangères à l'entreprise, sans autorisation,
- Enfreindre les consignes de sécurité ; négliger de porter les appareils et vêtements de protection dans les secteurs où leur utilisation est imposée,
- Se livrer à des dégradations, détériorer le mobilier et le matériel ainsi que toutes installations et constructions,
- Organiser et faire sans autorisation, des collectes et pétitions ou toute nature, autres que celles prévues par la législation en vigueur relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises,
- Fumer ou faire du feu dans les lieux où cela est interdit,
- Emporter sans autorisation, hors de l'établissement, ou utiliser des outils, matières, documents ou du matériel appartenant à l'entreprise ; en être complice ou receleur,
- Utiliser des appareils photographiques, flash, caméras ou autres sans autorisation.

**CONSIGNES PERMANENTES
APPLICABLES A TOUS LES
TRAVAUX COURANTS**

Consignes communes à tous les lots

1. Accès à l'établissement

Le personnel des entreprises extérieures ne peut pénétrer dans l'établissement dans le but de réaliser des travaux que s'il y est autorisé et suivant les conditions préconisées pour les consignes permanentes (chapitre 1) ainsi que par le plan de prévention spécifique à l'opération (chapitre 2).

2. Circulation des véhicules

Les entreprises extérieures ne peuvent faire pénétrer dans l'établissement que les véhicules strictement nécessaires à la réalisation de l'opération. Ceux-ci feront obligatoirement l'objet d'une autorisation.

Le gabarit et l'angle de braquage de ces véhicules doivent être précisés pour l'obtention de cette autorisation. Les véhicules doivent être en parfait état et conformes aux dispositions légales et réglementaires.

Les règles de circulation de l'établissement et du Code de la Route doivent être respectées.

Les véhicules doivent emprunter les itinéraires de l'établissement ou ceux précisés par le plan de prévention.

Le stationnement n'est possible qu'aux emplacements matérialisés et précisés préalablement.

3. Comportement des personnels et discipline

L'entrepreneur est responsable de l'organisation du chantier et de la discipline imposée au personnel.

Le représentant de l'entreprise utilisatrice se réserve le droit de formuler des observations qui auront un caractère exécutoire s'il s'agit d'un arbitrage entre divers entrepreneurs travaillant simultanément sur le même chantier.

L'entrepreneur doit se conformer aux instructions du représentant de l'entreprise utilisatrice également en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie de ses ouvriers, équipage et matériaux.

Sans nécessité de service, il est interdit à l'entrepreneur et à son personnel :

- de circuler dans les parties de l'établissement autres que celles précisées dans le plan de prévention. Exceptionnellement, la circulation dans ces zones pourra être autorisée si elle est nécessaire au bon déroulement de l'opération,

- d'entrer en communication avec le personnel hospitalier, les malades et le public de passage. S'ils sont nécessaires, ces rapports devront faire l'objet d'une attention particulière au niveau du langage, des gestes, des contacts physiques...

Le représentant de l'entreprise utilisatrice pourra exiger le renvoi d'un employé de l'entreprise extérieure sur ordre de service non motivé si son attitude va à l'encontre des dispositions du plan de prévention. L'entreprise utilisatrice ne peut être rendue responsable des conséquences de ce renvoi pour l'entrepreneur,

- il est interdit de pénétrer sans l'accord du responsable de service dans :

- Les chambres des malades,
- Les locaux présentant des risques particuliers, comme par exemple, la radiologie, la médecine nucléaire, les laboratoires, l'IRM, ...

Il faudra également appliquer les instructions du responsable de service et/ou les instructions affichées,

- il est strictement interdit de fumer à l'intérieur de l'établissement,

- une tenue propre et une bonne hygiène corporelle sont exigées.

4. Installation de chantier

L'installation du chantier devra répondre aux exigences des consignes communes permanentes et du plan de prévention spécifique à l'opération prévue.

Il s'agira de respecter les localisations et surfaces prévues dans le plan de prévention.

De plus, les chantiers devront toujours être signalés voire balisés ou clôturés suivant les risques (exemple : chutes, électrocutions, projections, ...).

L'accès au chantier est réservé uniquement aux employés de l'entreprise chargée de réaliser les travaux et aux représentants du C.H.U. Toutefois, il doit être autorisé à d'autres personnes en cas de coactivité (c'est-à-dire de la présence simultanée de plusieurs entreprises) ou si les besoins du service hospitalier le nécessitent. Dans ce cas, les mesures de prévention doivent être prévues dans le plan de prévention et mises en place sans aucune concession.

Les points d'accès au chantier doivent être indiqués sur le plan de prévention, ainsi que les éventuelles contraintes nécessaires à la sécurité.

Le personnel de maintenance et de sécurité du C.H.U. devra toujours avoir la possibilité d'accéder sur les chantiers. Le cylindre ou la serrure provisoire seront fournis à l'entreprise par le C.H.U. pendant la durée des travaux.

Les stockages doivent être clairement localisés sur le plan de prévention. Le choix de l'emplacement doit considérer l'importance des risques qu'ils provoquent et la gêne conséquente (volume occupé et allers retours vers le chantier). De même que pour le chantier, leur accès doit être réservé uniquement aux employés.

Les installations de l'établissement (eau, électricité, téléphone, assainissement) ne pourront être utilisés qu'avec l'autorisation du responsable de l'opération dans l'entreprise utilisatrice et leur signification dans le plan de prévention. Elles devront être conservées et rendues en parfait état. Les branchements électriques de chantier seront contrôlés par un organisme agréé.

L'entrepreneur prendra le chantier dans l'état où il se trouve pour l'exécution de ses travaux.

Il pourra émettre des réclamations lors de l'établissement du plan de prévention et en dernier lieu, lors de la visite d'inspection préalable commune.

5. Les protections collectives

Les protections collectives seront prioritaires sur les protections individuelles (un des principes généraux de prévention).

L'entreprise extérieure est chargée de la mise en place et de la maintenance des protections collectives sur le chantier et ses abords, et ce pendant toute sa durée. Ces protections seront conçues et disposées en collaboration avec le représentant de l'entreprise utilisatrice qui s'assurera de la coordination de toutes les mesures de prévention.

Les protections s'imposent dans toutes les zones où il y a un risque de chute sur le chantier et ses abords.

Pour les travaux en hauteur, il doit être prévu des échafaudages et des plates formes de travail conformes aux règles en vigueur (décret du 08-01-65 et du 06-05-95). Les échafaudages doivent être montés, entretoisés de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis.

Ils doivent être calés et fixés pour ne pas se déplacer ou basculer pendant leur utilisation. Un dispositif contre le renversement doit être prévu. La stabilité et la résistance du sol seront vérifiées.

Les échafaudages seront toujours débarrassés de tous les gravats et décombres.

Il est interdit de laisser en porte à faux, à proximité des échafaudages ou d'un droit de passage, des matériaux ou matériels.

Le travail à l'échelle est interdit sauf pour des travaux de courte durée. Elle doit être fixée à son pied et à sa tête.

La circulation des personnes (travailleurs ou autres) à proximité des postes de travail en hauteur doit être évitée, ou à défaut, protégée par des filets de protection, des passages couverts, ...

Des dispositifs particuliers sont installés au niveau des terrasses (lignes de vie, protections...) Il convient d'en appliquer les règles d'utilisation.

La ventilation peut être imposée si les travaux provoquent l'émanation de vapeurs toxiques ou inflammables en grandes quantités.

6. Les protections individuelles

L'entreprise doit fournir les protections individuelles suivantes à son personnel :

- casque de sécurité,
- gants de manutention,
- chaussures de sécurité,
- lunettes de protection,
- harnais de sécurité pour les travaux en hauteur;
- lunettes et masque pour le soudage,
- vestes et tabliers pour les soudeurs à l'arc.

7. Les autorisations

Toute intervention doit faire l'objet d'une autorisation par l'entreprise utilisatrice et apparaître sur le plan de prévention notamment pour les interventions qui peuvent présenter des risques particuliers.

Des autorisations spéciales seront demandées pour certaines interventions :

- le permis de feu pour les interventions avec la présence de flamme (soudage au chalumeau, oxycoupage, lampe à souder, ...) ou formation d'étincelles ou projection de métal en fusion (meulage, tronçonnage, découpage, soudage et brasage au chalumeau, oxycoupage, soudage à l'arc, ...), ou élévation de température d'un objet, meulage, tronçonnage,
- l'autorisation de pénétrer pour les interventions qui nécessitent d'entrer dans des locaux de type transfos électriques, zones propres, blocs opératoires, ...
- des avis de consignation pour certains travaux électriques,
- des habilitations.

Pour certaines interventions, l'accompagnement par une personne de l'entreprise utilisatrice pourra être exigé.

Le branchement sur les réseaux de l'entreprise utilisatrice nécessite une autorisation de cette dernière.

8. Matériel et produits

Il appartient à l'entreprise extérieure de fournir le matériel et l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux à réaliser ainsi que les équipements de sécurité collectifs et individuels nécessaires à la sécurité de tous.

Le matériel, l'outillage et équipements de sécurité devront être conformes à la réglementation en vigueur (notamment les décrets 92-765 du 29/07/92 et 93-41 du 11/01/93) ainsi qu'au niveau de leur utilisation et entretien.

L'outillage électrique doit respecter les prescriptions du décret du 14/11/88 et de l'article R23365. Il ne doit pas être laissé sous tension s'il n'est pas utilisé. Un conducteur de terre doit être récent sur chaque appareil et les prises en parfait état. Les câbles prolongateurs doivent être de type H07 RNF, être munis d'un conducteur de protection (fil jaune et vert) et ne pas avoir une longueur supérieure à 25m.

L'utilisation des appareils et accessoires de levage doit se faire dans le respect de la réglementation, à savoir les décrets du 23 août 1947, du 8 janvier 1965 et 11 janvier 1993.

L'utilisation d'outils ou engins bruyants sera obligatoirement programmée avec le service, par exemple, le marteau piqueur, la perceuse à percussion, ...

Il est exigé que les personnes qui utilisent un matériel soient compétentes et connaissent les risques inhérents à cette utilisation.

Il est interdit d'utiliser le matériel, les engins ou l'outillage de l'établissement.

A performance égale, le choix de matériel ou produit se portera toujours vers ceux qui présentent le moins de risques.

L'utilisation de matériels dangereux (électriques, coupants, ...) ou produits dangereux (inflammables, explosibles, nocifs, ...) ne doit se faire que si cela est indispensable et dans le respect des règles en vigueur. Les risques devront être étudiés au niveau :

- du transport,
- de la manutention,
- de l'utilisation,
- des incompatibilités entre produits,
- des stockages,
- du devenir après utilisation.

Les emballages des produits utilisés doivent toujours être d'origine, il est donc interdit de transvider un produit dangereux dans l'emballage d'un produit différent.

Seuls les travailleurs qualifiés pourront utiliser ou manipuler les produits. Le stockage ne doit pas excéder les quantités nécessaires au travail pendant la journée. Le stockage de nuit sera interdit dans les locaux situés dans les services et bâtiments hospitaliers sauf :

- si les quantités stockées ne dépassent celles prévues par la réglementation des installations classées et,
- si le chantier est parfaitement fermé et interdit à toute personne et,
- si les moyens de protection incendie sont suffisants dans les locaux notamment pour répondre aux contraintes des locaux à risque.

9. Nettoyage et fin de chantier

Le nettoyage du chantier et le respect de l'hygiène en phase d'exécution sont primordiaux au sein du CHU, en raison des populations fragilisées à proximité plus ou moins immédiate des travaux.

En conséquence, il est demandé aux entreprises extérieures de respecter les mesures suivantes, considérées comme des mesures à minima.

Celles-ci pourront être complétées par une fiche spécifique établie par le responsable du chantier, en fonction de risques particuliers ou du voisinage immédiat de services hautement à risques.

Ces mesures à minima sont les suivantes :

***Accès au chantier :**

Le personnel de l'entreprise extérieure se rendant sur le chantier devra être vêtu d'une tenue propre et sans poussières.

Cette consigne est à fortiori valable pour la sortie de chantier.

A cet effet, 2 tenues peuvent être nécessaire (éventuellement une jetable).

La tenue propre devra être protégée des poussières à l'intérieur du chantier.

En tout état de cause, les allées et venues en dehors du chantier devront être limitées (amenée du matériel en 1 seule fois)

*Chaque entreprise présente sur le chantier sera responsable du confinement mis en place, et ce quelque soit l'entreprise qui ai mis en place ce confinement : scotchage des portes et fenêtres, confinement par barrière physique, travail portes et fenêtres fermées... ; Les personnels devront avoir été sensibilisés et agir en conséquence.

Chaque manquement au respect de ces règles incombera à l'ensemble des entreprises présentes sur site, sans recherche vaine de responsabilités.

*Le chantier sera maintenu propre en permanence : nettoyage des gravats, aspiration des poussières au fur et à mesure de l'avancement. L'utilisation du balai est totalement prohibée.

Le responsable du chantier de l'entreprise utilisatrice, s'il le juge nécessaire, pourra à tout moment stopper le chantier et faire exécuter un nettoyage immédiat, sans que l'entreprise extérieure ne puisse arguer d'aucun complément de rémunération, le nettoyage permanent étant inclus dans le devis de base.

* Les gravats et déchets seront évacués dans des récipients fermés, étanches et propres extérieurement.

Les lieux, accès et abords du chantier doivent faire l'objet d'un nettoyage quotidien ainsi qu'à la fin de l'opération. Le chef de l'entreprise extérieure devra s'assurer du respect de ces consignes.

Le nettoyage du chantier ne devra en aucun cas se faire avec des produits, solvants ou autres liquides inflammables dont l'utilisation n'est pas autorisée ou dont l'identification n'est pas faite par une étiquette conforme à la réglementation.

Les déchets devront être évacués quotidiennement. Les papiers, chiffons gras, détritiques et autres déchets susceptibles de s'enflammer facilement, devront avant d'être évacués, être collectés dans des poubelles de préférence métalliques et munies de couvercles fermés en position normale.

L'emplacement des bennes doit être réfléchi afin de réduire des nuisances dues à leur stationnement et au circuit à emprunter entre le chantier et celles-ci.

L'utilisation des bennes du C.H.U. pour les déchets et gravats est interdite.

Il est strictement à l'entreprise de brûler quoique ce soit dans l'enceinte de l'établissement.

10. Protection incendie

Il doit apparaître clairement que les consignes suivantes en matière de sécurité incendie s'ajoutent à toutes les autres consignes qui oeuvrent dans le même sens.

Chaque entreprise doit assurer sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés (exemple : extincteur, bac à sable, ...). Le maniement de ces moyens doit être bien entendu connu des salariés.

L'utilisation de produits inflammables doit entraîner une surveillance particulière par l'entreprise et l'avertissement du service de sécurité du C.H.U. Les consignes vis-à-vis des matériels et produits dangereux s'appliquent.

En cas de doute sur des fuites de produits gazeux ou liquides suspects, les travaux doivent être suspendus, le service de sécurité du C.H.U. et les responsables des autres entreprises prévenus (C.H.U. et entreprises extérieures).

Les itinéraires et sorties de secours doivent être connus des intervenants extérieurs. Toute modification doit être signalée.

L'organisation du chantier doit aussi permettre de maintenir l'accès libre aux extincteurs et R.I.A. qui s'y trouvent. Les itinéraires et issues de secours ne doivent pas être encombrés.

Il est interdit d'intervenir sur les Systèmes de Sécurité Incendie sans autorisation du service de sécurité, par exemple, inhiber une tête de détection.

Le personnel de l'entreprise extérieure doit être prêt à participer à la lutte contre le feu dont il est responsable si les services d'intervention lui demandent.

11. Organisation des secours

Protéger (ou se protéger), Alerter, Secourir.

Les entreprises disposent des lignes téléphoniques de l'hôpital pour appeler les secours avec les numéros suivants :

**15 pour le SAMU,
18 pour les pompiers.**

Les appareils doivent être clairement signalés lors de la visite préalable, sur plans et si possible sur le terrain.

Les consignes de premiers secours et les consignes incendie doivent être affichées.

Les salariés de l'entreprise extérieure sont informés des risques et des moyens de prévention correspondants.

La réglementation impose un salarié sauveteur secouriste formé et recyclé au moins une fois par an pour 20 salariés.

Chaque entreprise devra disposer d'une trousse de premiers secours complète avec les ustensiles et produits en parfait état.

Le travail au-delà des horaires normaux d'ouverture doit respecter la réglementation concernant le travail en heures supplémentaires et jours non ouvrés. Il faudra au préalable s'assurer de la disponibilité de ses moyens d'alerte pendant la présence sur le site.

Aucune personne ne devra travailler de manière isolée sans qu'il puisse être certain d'être secouru le plus possible.

Tout accident de travail devra être signalé dans les plus brefs délais aux responsables des opérations.

<h3>Consignes spécifiques à chaque lot</h3>
--

Les consignes suivantes s'adressent exclusivement à chaque lot. Elles rappellent en partie les consignes communes importantes selon chaque lot et en précisent de nouvelles plus spécifiques.

1. Lot n°29 : Gros Œuvre, Maçonnerie, Plâtrerie, Carrelage, Faïence, Chape

- Terrassement :

La connaissance du site doit être parfaite avec la collaboration du C.H.U, il s'agit notamment de vérifier la présence de canalisations et de prendre les mesures nécessaires dans ce cas.

Il faut veiller à prévenir les risques d'effondrement ou d'éboulement et les risques de chute par des protections collectives.

- Démolition :

Il s'impose d'examiner avant les points suivants :

- Les éléments à démolir (leur poids, s'ils sont porteurs...)
- Les ouvrages voisins (s'ils sont touchés directement ou indirectement...)
- Les voies et les réseaux existants (électricité, gaz, fluides, eau...) qui doivent être alors consignés et neutralisés avec l'autorisation du C.H.U
- L'évacuation des gravats si le chantier est en hauteur, doit se faire à l'aide de goulotte

- Les nuisances du chantier doivent être minimisées au maximum avec par exemple :
 - Des véhicules et outillages conformes à la législation en terme de source de nuisances sonores

- Limiter les poussières en noyant les matériaux

- Dans les zones internes ou externes au chantier présentant des risques de chute, des protections adaptées sont à installer
- Le stockage des matériaux doit être autorisé et ne pas créer de risques d'où une localisation réfléchie. L'agencement même des matériaux doit être sans risque.
- L'utilisation de produits dangereux doit se réaliser avec toutes les précautions nécessaires. Leur rejet dans les réseaux d'assainissement est à éviter comme par exemple la laitance de ciment.
- Les travaux de carrelage et faïence nécessitent l'utilisation de machines à découper : la découpe à sec est proscrite au profit du sciage à l'eau.

2. Lot n°31 : Couverture, Etanchéité

Les consignes vis-à-vis des protections collectives pour les travaux en hauteur détaillées dans les consignes communes à chaque lot (Chapitre) sont incontournables pour les travaux de couverture.

Il est exigé, à ces dernières et si nécessaire, des mesures supplémentaires comme des surfaces de recueil, filets rambardes, lignes de vie, main courante...ainsi que des moyens de protection individuelle comme le harnais.

L'importance des moyens de protection qui doivent être mises en œuvre pour la sécurité de tous à chaque travaux doit être décidée par les chefs des entreprises extérieures et de l'entreprise utilisatrice. Ils seront précisés sur le plan de prévention.

Il est important de rappeler que le passage des personnes à proximité de postes de travail en hauteur doit être interdit et sinon protégé.

Il est interdit de jeter quoi que ce soit depuis un poste en hauteur.

Le stockage d'outils, matériaux... en hauteur, pour une durée et dans des quantités supérieures à celles d'utilisation, est également à proscrire.

Les précautions vis-à-vis de l'utilisation d'outils ou de produits dangereux et d'opération avec point chaud se retrouvent dans les consignes communes.

Les précautions vis-à-vis de l'utilisation d'outils, de produits dangereux ou d'opération avec point chaud se retrouvent dans les consignes communes et du lot ci-dessous pour l'utilisation du chalumeau.

3. Lot n° 32 : Génie climatique et Plomberie Sanitaire

L'utilisation des chalumeaux à l'arc et l'oxyacétilène est fréquente ; elle nécessite bien entendu, et comme le précise déjà les consignes communes à tous les lots, le permis de feu et une connaissance des mesures de sécurité relatives à son utilisation (ex.: fermeture après usage, ...). Un extincteur fourni par l'entreprise doit être situé à proximité.

Des précautions sont nécessaires concernant les bouteilles de gaz :

- leur stockage est interdit dans les locaux des bâtiments hospitaliers. Il est conseillé de les stocker à l'extérieur, dans un lieu fermé et éloigné de secteurs fréquentés.
- s'il y a différents gaz, les bouteilles doivent être distinctes et séparées.
- elles ne doivent pas être introduites dans les réservoirs et lieux confinés
- en cas de doute d'une fuite, la bouteille doit être retirée du chantier et remplacée par une autre satisfaisant aux conditions de sécurité en vigueur
- les bouteilles de plus de 35 kg doivent être fixées.

- le transport par engin de levage ou de manutention nécessite l'emploi d'un cadre ou casier approprié est obligatoire.

Les équipements doivent être en parfait état de fonctionnement, les détendeurs adaptés au fluide et les raccords convenables...

Aucune coupure sur les réseaux ne sera réalisée sans l'accord du C.H.U.

Les interventions dans les sous stations seront effectuées en présence du responsable du C.H.U.

4. Lot n°33 : Menuiseries - Plâtrerie - Doublages

L'emploi fréquent de machines coupantes doit se faire avec certaines précautions comme le port de gants, l'arrêt et le rangement après utilisation.

La plupart des matériaux employés pouvant être à pouvoir calorifique élevé, leur stockage doit présenter le minimum de risques possibles :

- à éviter dans les bâtiments hospitaliers
- sans point chaud.

L'agencement des matériaux sur le chantier ou en stock ne doit pas présenter de risques de chute en étant rangés de manière équilibrée ou fixés.

La manutention de tous les matériaux lourds doit se réaliser avec les engins et accessoires de levage adéquats et en parfait état de fonctionnement.

Les déchets (sciures, chutes de bois, emballages...) doivent absolument être évacués chaque jour conformément aux consignes communes.

5. Lot n° 32 : Génie climatique et Plomberie Sanitaire

Les précautions pour l'utilisation du chalumeau, poste à arc, tronçonneuse, découpeur...déjà précitées s'appliquent. En plus, il faut éviter, à proximité de ces postes de travail, tout matériaux, déchets inflammables, ainsi que le port de vêtement gras ou huileux.

Certaines précautions sont à prendre lors des changements de filtres dans certaines zones contaminées et pour les flux laminaires. Il s'agit de :

- porter les gants,
- mettre les filtres dans les emballages prévus à cet effet,
- les emmener directement et immédiatement aux locaux de déchets.

Les coupures de réseaux et interventions en sous stations doivent être contrôlées par un responsable de C.H.U.

6. Lot n°35 : Peinture - Revêtements muraux - Sols souple

L'utilisation de produits dangereux est fréquente en peinture (décapants, solvants, dissolvants, vernis, colle...) et nécessite les précautions déjà citées auparavant.

Il est conseillé d'utiliser des gants, masques et ventilation en cas de vapeurs toxiques ou nocives. L'utilisation de machines à décaper peut notamment provoquer de dernier type de nuisance.

Si les machines à décoller sont à gaz, les mesures de sécurité vis-à-vis des appareils avec bouteilles s'appliquent.

Il s'agira également d'être attentif au niveau des déchets et gravats (papier peint arraché, pots de produits vides...) en évitant les sources de points chauds.

Le stockage de matières inflammables dans les bâtiments hospitaliers doit être limité uniquement aux quantités nécessaires chaque jour.

En ce qui concerne les travaux de miroiterie et vitrerie, la manutention et le transport des matériaux doit s'effectuer avec gants et ventouses...

La zone de circulation doit être balisée et interdite si possible à toutes autres personnes le temps de l'opération.

En cas de chute ou de casse, le nettoyage des débris doit être immédiatement effectué.

Le stockage doit être absolument sûr : aucun risque de basculement, de chute, d'accès par autrui...L'utilisation de pupitre est conseillée.

7. Lot n°34 et lot n° 36 : Menuiserie aluminium - Métallerie

L'utilisation des outils nécessaires aux travaux de métallerie doit se faire dans le respect des consignes communes permanentes avec les contraintes déjà précisées pour les appareils à risque.

La manutention avec gants est conseillée pour les pièces coupantes, ces dernières doivent toujours être systématiquement rangées.

Les risques liés aux limailles métalliques sont à considérer : gants, lunettes, nettoyage...

Les consignes vis-à-vis de l'utilisation des chalumeaux, sont les mêmes qu'au lot n°32.

8. Lot n°37 : Electricité

Lors de la mise en œuvre du courant électrique sur le chantier, la protection des travailleurs est assurée par l'observation réglementaire du décret du 14 novembre 1988.

Tout branchement électrique sur une installation de l'hôpital doit être autorisé et contrôlé ou réalisé par un électricien du C.H.U. L'entreprise doit assurer le contrôle régulier des tableaux protégés. Elle doit prendre soin de ne pas encombrer les circulations avec ses matériaux et matériels (tubes, fils, cartons...).

L'ensemble des installations électriques doit être conforme aux normes en vigueur (Décret du 14 novembre 1988, circulaire du 14 avril 1995 et arrêté du 4 août 1992. La maintenance technique et le remaniement des installations sont réalisés et à la charge de l'entreprise.

Les installations doivent donc comporter les protections et dispositifs suivants :

- protection contre les surintensités et courts circuits
- protection contre les masses mis sous tension par des dispositifs à courant résiduel à haute sensibilité (30mA).

Les travaux électriques sous tension ne sont permis qu'exceptionnellement et dans l'un des trois cas suivants :

- a. La mise hors tension crée un risque
- b. La nécessité impérieuse d'exploitation
- c. La tension est nécessaire à l'intervention

La mise hors tension de toute installation doit faire l'objet d'une consignation.

Le personnel intervenant doit posséder l'habilitation correspondant aux travaux à réaliser.

L'entreprise doit prendre ses dispositions au niveau des tableaux généraux et armoires électriques pour empêcher la remise sous tension par un tiers de l'installation sur laquelle elle travaille.

9. Lot n°38 : Stores et fermetures

L'entreprise doit se conformer aux consignes permanentes mais on peut préciser de veiller particulièrement à :

- connaître la présence éventuelle de réseaux (électrique, informatique...) avant intervention.

- prévenir les risques de chute pour les travaux en hauteur (cf. 1^{ère} partie)
- prévenir les risques de chutes d'objet pour les postes en hauteur par filet de récupération et passage en bas interdit ou protégé...

10. Lot n°30 : Plafonds suspendus – Faux plafonds

L'entreprise devra se conformer aux consignes permanentes mais on peut préciser de veiller particulièrement à :

- prévenir les risques de chute pour les travaux en hauteur,
- connaître la présence éventuelle de réseaux (électriques, informatique...) avant intervention
- prévenir les risques de chute d'objets pour les postes en hauteur, par filet de récupération et passage en bas interdit ou protégé.

11. Lot n°39 : Voieries et réseaux divers

Les principaux risques sont :

- Eboulement des terrains :
 - Taluter,
 - Blinder soigneusement la fouille,
 - Recueillir les eaux de ruissellement.
- Effondrement d'ouvrages :
 - Etayer les ouvrages,
 - Renforcer le blindage au droit des ouvrages existants.
- Obstacles aériens et souterrains :
 - Reconnaissance du tracé,
 - Renseignements sur plans et auprès des Services Techniques du Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens,
 - Balisage des canalisations enterrées,
 - Etablissement de consignes particulières.
- Risques dus aux engins :
 - Utiliser des engins adaptés,
 - Interdire la circulation des personnes dans les zones dangereuses.
- Chutes de personnes :
 - Baliser les fouilles
 - Disposer de moyens d'accès sûrs.

PLAN DE PRÉVENTION DE L'OPÉRATION PRÉVUE

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'AMIENS

PLAN DE PREVENTION TRAVAUX COURANTS	
Etabli en application du décret n°92-158 du 20 février 1992 (Articles R 237-1 à R 237-28 du Code du Travail) Circulaire n°93/14 du 18 mars 1993	
<u>Date de mise à jour :</u>	<u>Référence :</u>
<u>Nature de l'opération :</u> Travaux relatifs au marché de travaux courants	
ENTREPRISE UTILISATRICE	ENTREPRISE(S) EXTERIEURE(S)
CHU D'AMIENS	

1

ORGANISATION DU COMMANDEMENT
<p><u>Entreprise utilisatrice :</u></p> <p>Se référer à l'organigramme du C.H.U.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Personne chargée du suivi d'opération : Selon ordre de service • Fonction : Selon ordre de service
<p><u>Entreprise extérieure :</u></p> <p>Se référer à l'organigramme de l'entreprise.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Responsable de l'opération : • Fonction :

2

Sous-traitance de l'entreprise extérieure
<div> <input type="checkbox"/> Prévue <input type="checkbox"/> Non prévue </div>
<u>Nom :</u>
<u>Coordonnées :</u>
<u>Responsable :</u>
<u>Travaux sous-traités :</u>
<u>Effectifs :</u>

Consignes particulières :

Planification des travaux						
Phases de l'opération (En précisant l'entreprise s'il y en a plusieurs) et lieux d'intervention	Dates Durées	Effectifs Total d'heures	Coactivité*	Travailleur isolé* pour cause de		
				Endroit isolé	Arrêt de l'entreprise	Travail de nuit
A REMPLIR EN CAS D'OPERATION SPECIFIQUE						

*Les dispositions de prévention à prévoir, dans ce cas de figure, sont à préciser au niveau du tableau des "Phases dangereuses..."

Phases d'activité dangereuse et moyenne de prévention correspondante		
Phases d'activité dangereuses et risques d'interférence	Risques	Mesures de prévention (consignes, mode opératoire, matériel)

Matériels, installations et dispositifs mis en œuvre nécessitant des adaptations particulières par l'entreprise extérieure

Matériel Outillage Appareil	Adaptation nécessaire	Contrôle et entretien particulier si nécessaire pour la sécurité

Installations utilisées	Période d'utilisation	Autorisation de raccordement
<p align="center">Eau</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non</p> <p align="center">Electricité</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non</p> <p align="center">Assainissement</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non</p> <p align="center">Autre</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non</p>		

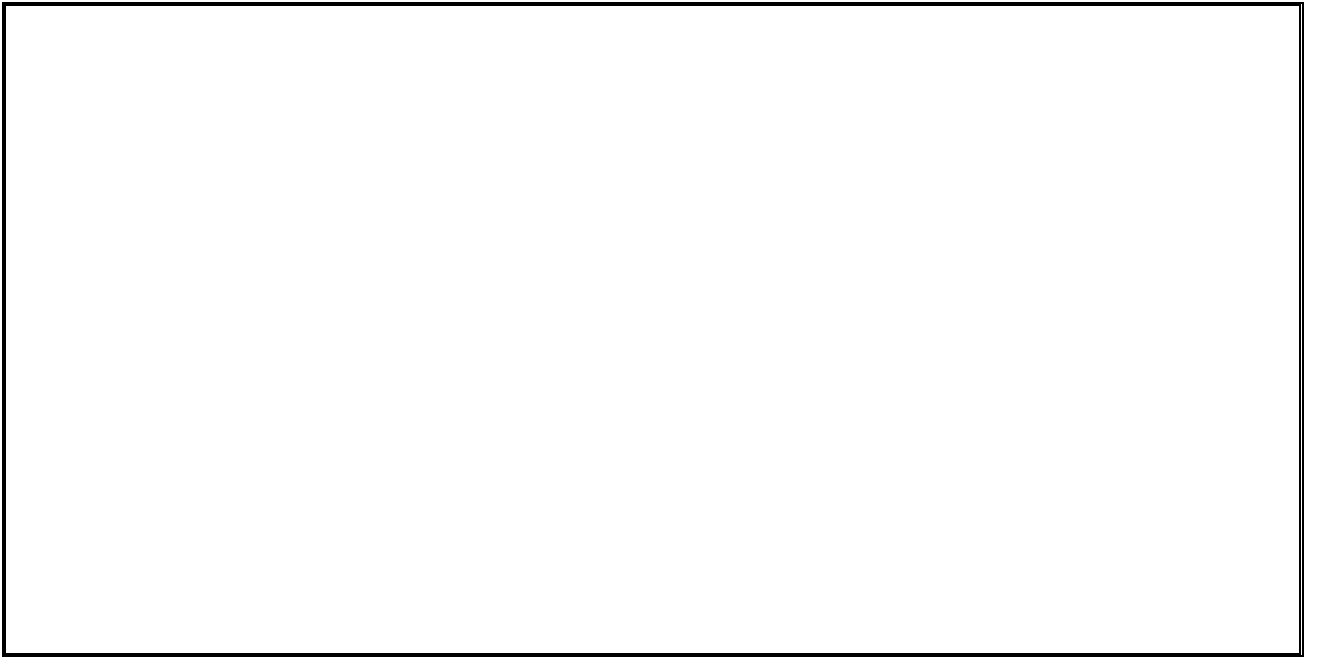
Consignes spécifiques à l'opération pour l'entreprise extérieure et le C.H.U
<i>A REMPLIR EN CAS D'OPERATION SPECIFIQUE</i>

Organisation des secours

En collaboration avec l'entreprise utilisatrice :

Se référer aux consignes permanentes

En organisation interne de l'entreprise extérieure :
(Dispositif interne, consignes, secouristes...)



Locaux et installations à l'usage des salariés de l'entreprise extérieure		
<u>Nature des locaux :</u> <input type="checkbox"/> Vestiaires <input type="checkbox"/> Sanitaires <input type="checkbox"/> Locaux de restauration <input type="checkbox"/> Autre :		<u>Mis en place par :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> E.E* <input type="checkbox"/> E.E <input type="checkbox"/> E.E <input type="checkbox"/> E.E </div> <div> <input type="checkbox"/> E.U* <input type="checkbox"/> E.U <input type="checkbox"/> E.U <input type="checkbox"/> E.U </div> </div>
<u>Localisation (sur plans) :</u> 		
<u>Conditions particulières d'utilisation :</u> <div style="display: flex; justify-content: flex-end;"> <input type="checkbox"/> Sans objet <input type="checkbox"/> Suivantes : </div>		
<u>Répartition des charges :</u> <div style="display: flex; justify-content: flex-end;"> <input type="checkbox"/> Sans objet <input type="checkbox"/> Suivante : </div>		

* E.E – Entreprise Extérieure

*E.U – Entreprise Utilisatrice

Visite d'Inspection préalable commune		
<u>Délimitation du secteur d'intervention :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <input type="checkbox"/> Repéré sur place <input type="checkbox"/> Conforme aux prévisions <input type="checkbox"/> Remarques : </div>		
<u>Délimitation des zones dangereuses éventuelles :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Sans objet <input type="checkbox"/> Suivantes <input type="checkbox"/> Repéré sur place </div> <div> <input type="checkbox"/> Conforme aux prévisions </div> <div> <input type="checkbox"/> Remarques </div> </div>		
<u>Indication des voies de circulation spécifiquement autorisées ou interdites pour l'opération :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Sans objet <input type="checkbox"/> Suivantes : <input type="checkbox"/> Repéré sur place </div> <div> <input type="checkbox"/> Conforme aux prévisions </div> <div> <input type="checkbox"/> Remarques </div> </div>		
<u>Locaux et installations mis à disposition :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <input type="checkbox"/> Repéré sur place <input type="checkbox"/> Conforme aux prévisions <input type="checkbox"/> Remarques </div>		
<u>Observations supplémentaires :</u> 		

Divers
Eventuellement : surveillance médicale particulière remarques de l'inspection du Travail interventions des CHSCT des entreprises autres...

Le présent plan de prévention doit s'appliquer aux travaux de l'opération prévue après accord des parties concernées.

Ce document devra être remis à jour régulièrement pendant l'exécution des travaux.

Attention : les responsables des entreprises s'engagent à informer leurs salariés des risques et mesures de prévention nécessaires ainsi qu'à les faire respecter (démarche à renouveler à l'arrivée de tout nouveaux salariés (art. R 237-14).

Fait à

Le

200

L'entreprise utilisatrice :

L'entreprise(s) extérieure(s)

Mise à jour du plan de prévention		
Date	Evolution	Signature des responsables

